Les grandes orientations des politiques économiques des États membres et de la Communauté pour 1995

1995/2118(COS) - 13/07/1995

M.COX(ELDR,IRL) en regrettant que le débat sur les orientations économiques annuelles ait lieu aprés l'adoption par le Conseil, a rappelé certaines lacunes graves, comme la politique de l'emploi et surtout le chômage. A ce sujet, il estime que la création de 3 millions de nouveaux emplois en 1995-1996 ne contribuera à réduire le chiffre du chômage qu'à hauteur de 1,6 millions(par rapport aux 5,8 millions de pertes d'emplois entre 1992 et 1994). Par conséquent, il désire mettre davantage l'accent sur l'emploi par une politique mieux ciblée, pour obtenir des résultats qui répondent vraiment aux attentes. M.de SILGUY estime que grâce au rapport COX, après l'adoption des grandes orientations économiques le 10/7 par le Conseil Ecofin,les Etats membres peuvent tenir compte du cadre de réference de l'Union dans la préparation des budgets nationaux. En ce qui concerne la création d'emploi, qui est la finalité de toutes politiques économiques, la Commission a notamment proposé d'augmenter la qualité du capital humain, de rendre la croissance plus riche en emplois et de faciliter la réabsorption de la main-d'oeuvre, en particulier des chômeurs de longue durée et les jeunes. La consultation formelle du PE est prévue pour l'adoption du rapport de synthèse de la Commission en octobre, sur la base des programmes pluriannuels fournis fin septembre par les Etats membres(en vue d'une stratégie européenne pour l'emploi au Conseil de Madrid). Par la même occasion, la Commission a fait approuver par le Conseil européen l'ouverture des chantiers spécifiques concernant les PME et les initiatives locales. Les politiques de la formation et de l'apprentissage feront l'objet en automne d'un livre blanc de la Commission. Concernant la croissance, le processus expansionniste "95-2000 réduira le chômage à 7,25% en l'an 2000, ce qui incite à prendre des mesures structurelles puisqu' on est bien loin des ambitions du Livre blanc de Delors. La croissance reste ménacée par les turbulences monétaires,l'inflation dans les pays à monnaie faible, l'endettement et les déficits publics; la Commission insiste ainsi pour renforcer la convergence. Enfin il a rappelé que l'exécutif propose un renforcement des procédures de surveillance multilatérale.